

omique »

onné hier par la délégation
trophique du Covid.
u du plan de relance.



Jean-Pierre Philibert.
(Photo DR)

«Aujourd'hui, certaines relatives au maintien du matériel ou à la création d'emplois ne peuvent pas être remplies. Un grand nombre d'entreprises sont fermées ou n'ont pas d'activité. Nous avons obtenu un certain nombre de garanties au cas par cas mais pas dans le cadre d'une approche globale. Un risque important pèse sur certaines entreprises: elles peuvent être redressées. Pendant la pandémie, qui est un cas de force majeure, il faudrait une suspension de ces obligations et que le gouvernement s'engage à geler tous les dispositifs de contrôle.»

S'il estime que «l'État a plutôt été au rendez-vous dans la mise en œuvre des dispositifs d'urgence», Jean-Pierre Philibert n'est pas du même avis pour le plan de relance: «Nous sommes dans l'attente des dé-

EXPERTS-COMPTABLES

Katy Hoarau première femme à la présidence

L'Ordre régional des experts-comptables a un nouveau conseil régional, élu en novembre par les 250 experts-comptables de l'île.

Rémy Amato, arrivé à la fin de son mandat de président de quatre ans (huit ans en comptant sa vice-présidence), est remplacé par Katy Hoarau, qui faisait déjà partie de l'équipe précédente, où elle était en charge de la commission fiscale. C'est la première fois que l'Ordre des experts-comptables de La Réunion est présidé par une femme.



Katy Hoarau.

« Rôle essentiel » avec le Covid

La composition du reste du bureau est la suivante. Vice-présidents: Sandrine Bianchi, Éric Verbard et Fabrice Moutoussamy. Trésorier: Régis Lantin.

«Nous sommes très enthous-

astes à l'idée d'entamer nos premiers projets, surtout en ces temps de crises, où le rôle de l'expert-comptable devient, plus que jamais, essentiel auprès des entrepreneurs», confie Katy Hoarau, qui exerce depuis dix ans à Saint-Pierre comme expert-comptable et commissaire aux comptes au sein du cabinet HTP, également présent à Paris et à Bordeaux.

C.B.



KATY HOARAU, PRÉSIDENTE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

« Nous sommes les médecins traitants des chefs d'entreprise »

Élue pour quatre ans à la présidence de l'Ordre des experts-comptables de La Réunion, Katy Hoarau fait de l'accompagnement des entreprises en difficulté sa priorité, alors que la crise économique liée au Covid risque de causer des dégâts considérables en 2021.

– Katy Hoarau, vous faisiez partie de l'équipe de votre prédécesseur, Rémy Amato. Allez-vous vous inscrire dans sa continuité ?

– Rémy Amato a réalisé un travail exceptionnel pour la reconnaissance et l'attractivité de la profession. Il a fait en sorte que nous soyons un acteur économique incontournable de notre écosystème. Je ne vais absolument pas faire la révolution, mais consolider ce qui a été fait car je partage ces valeurs. Expert-comptable est un très beau métier, nous sommes les médecins traitants des chefs d'entreprise du territoire. Nous sommes avec eux sept jours sur sept et 24 heures sur 24. Nous les connaissons par cœur, ils comptent sur nous.

– Quels seront les enjeux de votre mandature ?

– Il y a d'abord celui de la formation. La profession a subi de plein fouet la réforme de la formation professionnelle. J'invite mes confrères à effectuer des efforts pour maintenir les experts-comptables comme une profession d'excellence. Et même à ouvrir ces formations en matière fiscale et comptable aux chefs d'entreprise.

L'attractivité est un axe important également : comment faire pour attirer des talents d'horizons variés dans nos cabinets et qu'ils viennent y mettre en œuvre ce qu'ils ont appris ailleurs ? Enfin, il y a le chantier du numérique. C'est la

technologie qui doit être au service de nos cabinets et de nos clients et pas l'inverse. J'ai par ailleurs envie de travailler avec tout l'écosystème : les organisations patronales, les collectivités territoriales, l'Etat et les syndicats. Je prends la présidence dans un environnement économique très compliqué.

« Épines dans le pied »

– Comment se portent les entreprises réunionnaises en cette fin d'année 2020 marquée par le Covid ?

– Je voudrais saluer le courage des chefs d'entreprise. Ce sont des gens qui marchent avec des épines dans le pied et ne se rendent plus compte qu'elles leur font mal tellement ils ont l'habitude marcher avec. Ils traversent cette crise et c'est dur, mais ils tiennent. Dans le cadre du Covid-19, il y a eu des mesures d'urgence comme l'activité partielle qui a permis d'alléger les charges fixes des entreprises. Nous avons eu aussi les fonds de solidarité national et régional ainsi que le PGE (N.D.L.R. : prêt garanti par l'Etat).

En 2021, les chefs d'entreprise vont commencer à rembourser. L'un des axes majeurs de ma mandature, c'est vraiment de fluidifier

les process pour les entreprises en difficulté. Ce que je voudrais, c'est que toutes les forces actives au sein de l'écosystème puissent apprendre à se connaître pour travailler ensemble de manière intelligente. C'est l'étape numéro un. Aujourd'hui, beaucoup d'entreprises ont peur des administrateurs judiciaires et des présidents des tribunaux de commerce. Nous devons intervenir à ce sujet.

– Les plans de relance de l'Europe, de l'Etat et de la Région constituent-ils une opportunité ?

– On ne va pas dire non à 800 millions d'euros fléchés vers La Réunion. Si nous arrivons de manière harmonieuse à imbriquer tous les dispositifs, peut-être qu'on limitera la casse. Ce qui me fait peur, ce sont les défaillances que nous risquons d'avoir sur le premier semestre 2021.

« Avoir un plan C »

– Quels sont les secteurs qui souffrent le plus et a contrario ceux qui s'en sortent le mieux ?

– L'événementiel et le tourisme sont profondément affectés. Il y a des secteurs qui arrivent un peu à rebondir, comme le commerce. Pour moi, il y a vraiment un avant et un après Covid. Le chef d'entreprise de demain, c'est celui qui va avancer avec des scénarios multiples.

On ne peut pas dire : « je vais faire comme ça et cela va fonctionner ». Mais plutôt « j'ai un plan A, un plan B et un plan C. Il faut que j'arrive à être agile en fonction de comment mon environnement va évoluer ». Nous entrons dans un nouveau paradigme. Le chef d'entreprise, qui a cette faculté d'adaptation, doit se mettre en mode « j'avance avec plusieurs scénarios ».

– Les appels à projets nationaux sont-ils adaptés au tissu de TPE-PME locales ?

– C'est surtout une question de pédagogie. Il faut que toutes les parties en présence comprennent les fiches des différents plans de relance pour les proposer aux chefs d'entreprise. Qui mieux que les experts-comptables, qui touchent ces entreprises, pour communiquer autour de ces fiches qui peuvent faire peur et en décourager certains ? Ce qui serait génial, ce serait que les services de l'Etat et de la Région travaillent ensemble afin de voir ce qui est le plus adapté pour tel ou tel projet.

« Besoin de trésorerie »

– L'Iedom a pointé du doigt la fragilité financière de certains secteurs comme le BTP ou l'industrie. De quoi nos entreprises ont-elles le plus besoin ?

– Il y a plusieurs temporalités à mes yeux. À court terme, les entreprises ont besoin d'activité et de trésorerie pour subvenir à leurs besoins en fonds de roulement. C'est l'urgence numéro un.

À moyen terme, nos entreprises ont besoin de consolider leurs fonds propres. Cela ne veut pas forcément dire devenir des sociétés extrêmement capitalistiques, mais on peut envisager des instruments de haut de bilan un peu plus souples et moins contraignants. Je pense notamment à des obligations convertibles en actions. Cela peut servir d'effet de levier pour aller chercher l'argent qu'il faut pour investir.

À long terme, les entreprises réunionnaises ont besoin de se restructurer avec un encadrement intermédiaire qui permette de mettre en place du process de contrôle interne pour gagner en maturité et être transmissibles. Il ne faut pas que l'entreprise s'arrête avec le départ du chef d'entreprise.

Entretien :
Cédric BOULLAND



Katy Hoarau : « On peut être professionnelle, maman, femme, copine, cela n'empêche pas de s'accomplir. » (Photo Philippe Chan Cheung)

GROS PLAN

LA LOI DE FINANCES SUR FACEBOOK

Covid oblige, la traditionnelle conférence annuelle des Experts-comptables sur la loi de Finances se déroulera cette année via un Facebook live, le 3 février prochain. Un plateau télé sera installé à la Cité des arts avec un médiateur et des intervenants. Les internautes pourront poser des questions à distance. « Cette loi de finances ne va pas faire la révolution », prévient Katy Hoarau qui cite une « mauvaise surprise pour les entrepreneurs : la taxe sur les véhicules de société et cela ne va faire qu'empirer ». Au rayon des bonnes nouvelles, le carry-back, qui « permet de reporter en arrière des déficits que vous faites en année N sur un bénéfice réalisé en N-1 afin de se faire rembourser par l'Etat de l'impôt sur les sociétés », sera « plus souple » d'utilisation.

Abdoullah Lala, président du comité outre-mer

Le premier a été élu en 14^e position sur la liste (majoritaire) soutenue par le syndicat ECF, le second en 6^e position sur la liste (battue) de l'Ifec.

Deux experts-comptables de La Réunion, Abdoullah Lala et Marcelino Burel, siégeront à Paris pendant quatre ans au Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables.

Abdoullah Lala, en charge des commissions formation et fiscalité, a hérité en plus du poste très convoité de président du comité outre-mer, où tous les territoires ultramarins sont représentés.

« Nous allons nous réunir en visio en janvier pour définir notre feuille de route, annonce l'ancien président de l'Ordre régional des experts-comptables. Le conseil supérieur lance une étude au niveau national afin de remettre des propositions au gouvernement. Il y aura un volet outre-mer ».

« À l'Ordre, pas aux ordres »

Pour Abdoullah Lala, la priorité des priorités, c'est « l'insuffisance de fonds propres » des TPE-PME réunionnaises. « Le prêt garanti par l'Etat n'a pas bien fonctionné pour elles avec 30 à 40 % de refus de la part des banques. Il faut y remédier, transformer le PGE en prêt participatif et même aller au-delà avec des subventions ». Le président du comité outre-mer est persuadé qu'il y a une fenêtre de tir au niveau du gouvernement. « Il y a un vrai travail à faire avec Bercy. Il faut que la voix des outre-mer soit portée au plus haut sommet. À nous de faire bouger les lignes. Nous sommes à l'Ordre, pas aux ordres. Nous disons tout haut ce qu'il faut dire ».

Abdoullah Lala s'attend à « un pic de faillites en mai-juin 2021 et donc à un pic de chômage. La consommation, qui tient aujourd'hui grâce à un niveau d'épargne jamais atteint, va plonger. Nous risquons d'entrer dans une spirale négative jusqu'à fin 2021 avec une reprise seulement à partir de 2022. »

C.B. Abdoullah Lala.



« Être une femme n'empêche pas de s'accomplir »

– Vous êtes la première femme à prendre la présidence de l'Ordre des experts-comptables de La Réunion. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

– Pour moi, homme ou femme, ce n'est pas le sujet. Je suis une professionnelle, diplômée de l'expertise-comptable et cela fait des années que je m'engage dans la profession. J'ai été présidente de syndicat, élue à l'Ordre en charge de la commission fiscale. Je n'ai jamais eu de souci avec le fait d'être une femme. Cette question n'a pas vraiment lieu d'être posée.

En revanche, c'est vrai que nous avons toujours un problème de parité hommes-femmes. Il y a une façon de considérer la femme aujourd'hui qui est encore archaïque. Dans le monde économique, nous ne sommes pas très nombreuses. Donc je me dis : si cela peut don-

ner envie à des plus jeunes ou à d'autres de s'engager, de croire en leurs rêves et d'aller jusqu'au bout de leurs ambitions, c'est génial. J'ai envie de leur montrer qu'on peut être professionnelle, maman, femme, copine et que cela n'empêche pas de s'accomplir.

– Au sein de votre profession, la parité est-elle respectée ?

– Nous sommes un tiers de consœurs sur 250 confrères. Dans la liste que j'ai présentée pour les élections à l'Ordre, j'ai tenu à ce que la parité soit respectée avec six consœurs et six confrères. Aujourd'hui, au sein des douze élus du Conseil, il y a quatre femmes et huit hommes. J'ai une vice-présidente, Sandrine Bianchi. Nous allons faire plein de choses ensemble. Cela apporte un peu de diversité, des valeurs plus féminines. Cela ne peut pas faire de mal.